

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EQIOM**

Espace Plein Sud II  
12b rue des Hérons  
67960 Entzheim

Code AIOT : 0006700018

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement EQIOM implanté 60 route de Strasbourg - ZERC1 - 67240 Bischwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EQIOM
- 60 route de Strasbourg - ZERC1 - 67240 Bischwiller
- Code AIOT : 0006700018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière EQIOM de BISCHWILLER est une carrière en eau de matériaux alluvionnaires. L'extraction est opérée sur deux fronts, par une drague à grappin et par une drague à aspiration. L'exploitation de la carrière est autorisée pour une durée de 30 ans et encadrée par l'arrêté préfectoral du 17/06/2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de justifier techniquement la pertinence des prélèvements pour l'analyse des matières en suspensions dans les eaux de procédés à l'exutoire de l'installation de décantation. La justification comprend au moins la consignation des coordonnées de chaque prélèvement ainsi que la ou les profondeurs des prélèvements.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi écologique des mesures	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 4.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation et coupes	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 8.3.1	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 3.4.1.2	Sans objet
4	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 5.2	Sans objet
5	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets - conformité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
7	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
8	Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, il est retenu :

- que l'exploitant étudie la modification du phasage de l'extraction ;
- que l'exploitant conduit un projet de cessation partielle de l'activité sur le SUD de l'emprise de la carrière, pour permettre un projet de centrale photovoltaïque flottante porté par le propriétaire des terrains.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation et coupes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 8.3.1
<b>Thèmes :</b> Autre, Plan d'exploitation et coupes
<b>Prescription contrôlée :</b>

### 8.1.3 Plan d'exploitation et coupes

#### 8.1.3.1 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'exploitation orienté à une échelle adaptée à la superficie du site. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10 m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans le milieu naturel et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

#### 8.1.3.2 Coupes

Des profils sont réalisés dans les zones exploitées, dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds et dans les nouvelles zones remises en état.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité des zones d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté.

L'exploitant interprète les coupes. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

#### 8.1.3.3 Mise à jour

Le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an.

**Constats :**

Lors de la visite du 16/09/2025, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'exploitation et les coupes réalisées sur les levés topométriques et bathymétriques datés du 29/07/2025.

Sur ces plans, l'inspection relève que le positionnement des deux dragues n'est pas conforme au phasage prévu à la demande d'autorisation environnementale du 07/07/2022 complétée le 05/12/2022.

L'exploitant précise qu'il va porter à la connaissance de l'autorité administrative un projet de modification du phasage motivé par deux évolutions du projet :

- le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale a contraint l'exploitant à procéder à des redragages pour continuer l'exploitation dans l'attente de l'autorisation du renouvellement et de l'extension de la carrière. Ces redragages ont porté sur la phase 2 du plan de phasage actuel. Ainsi une inversion des phases sur la partie nord est du site permet une meilleure continuité de l'évolution de l'extraction ;
- l'exploitant estime que le défrètement du gisement et les déplacements des matériels de convoyages nécessaires dans le phasage de sa demande de 2022 présentent des défauts qu'il souhaite corriger.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer la démarche de porter à connaissance concernant la modification du phasage, en déposant un dossier qui devra, au moins positionner la modification et ses incidences sur :

- sur l'extraction (durée, tonnage...) ;
- sur les mesures écologiques (calendrier...) ;
- sur les garanties financières.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 2 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 3.4.1.2

**Thèmes :** Autre, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :****3.4.1.2 Programme de surveillance**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

Un contrôle de la qualité des eaux est réalisé une fois par an, à partir d'un prélèvement réalisé au droit du réseau de surveillance défini à l'article précédent.

Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, chlorures, sulfates, nitrates, carbone organique total, hydrocarbures totaux, indice phénol, azote global, métaux (As, Cr, Pb, Fe, Hg, Cu, Zn).

Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon.

(...)
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports des analyses sur les prélèvements effectués le 01/04/2025. Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

### N° 3 : Suivi écologique des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 4.4
<b>Thèmes :</b> Autre, Suivi écologique des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un programme de suivi est élaboré, comprenant les objectifs de suivi (portant à la fois sur la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction et sur l'évolution des populations d'espèces protégées), les modalités, les critères, la fréquence, le nombre de passage par année de suivi, les périodes de passage et le protocole de collecte des données. Le programme de suivi est élaboré dès l'obtention de l'autorisation et transmis à la DREAL. Les résultats des suivis sont inscrits dans un rapport comportant notamment une liste des espèces rencontrées, une cartographie d'occupation de ces espèces, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. Ce rapport est rédigé à la fin de chaque année de suivi et transmis à la DREAL avant le 31 janvier de l'année suivante.  Le suivi écologique (relevés et habitats relatif aux zones humides) est réalisé par un écologue ou un organisme compétent en la matière et reconnu comme tel, à la fréquence annuelle les 5 premières années puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter (soit N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30).
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas élaboré ni transmis le programme de suivi écologique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de produire et de transmettre le programme de suivi écologique sous un délai de trois mois.
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

### N° 4 : Mesures périodiques des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 5.2
<b>Thèmes :</b> Autre, Mesures périodiques des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après l'entrée en vigueur du présent arrêté de mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de suivi des émissions sonores daté du 10/09/2024.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I

**Thèmes :** Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

**Prescription contrôlée :**

On entend par zone de stockage :

- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.

Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.

On entend par déchets d'extraction, les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

**Constats :**

Les déchets inertes d'extraction de la carrière sont intégralement employés dans le réaménagement (zones de hauts-fonds pour les fines) et dans l'aménagement et les dispositifs de sécurité du site (merlons, pistes).

Il n'y a pas d'installation de gestion de déchets d'extraction telle que visée à l'annexe I de l'arrêté ministériel modifié du 22/09/1994.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 6 : Plan de gestion des déchets - conformité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thèmes :</b> Autre, Présence d'un PGD de moins de 5 ans et cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le PGDE de 2022. L'exploitant propose de consigner en annexe au PGDE les registres des curages du dispositif de décantation, avec les volumes et destination de chaque produit de curage afin de répondre à la prescription de surveillance et de contrôle des déchets inertes d'extraction.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 7 : Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A - vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thèmes :</b> Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19/04/2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate l'absence d'installation de gestion des déchets d'extraction de catégorie A.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thèmes :</b> Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation présenté lors de la visite reporte les merlons, zones réaménagées et zones de stockage temporaire des déchets inertes d'extraction (fines et stériles de découverte).
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

\*\*\*

